

**35bis. Convention européenne sur la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel, signée à strasbourg le 24 Janvier 2001 [=Convenzione europea sulla protezione giuridica dei servizi ad accesso condizionato e dei servizi di accesso condizionato, firmata a Strasburgo il 24 gennaio 2001].**

*Storia:* questa convenzione (STE n. 178) è stata firmata a Strasburgo il 24 gennaio 2001 ed è entrata in vigore a livello internazionale il 1 luglio 2003.

*Paesi aderenti:* Paesi che hanno ratificato la convenzione: Bulgaria, Cipro, Croazia, Francia, Moldova, Paesi Bassi, Romania, Svizzera. Paesi firmatari senza ratifica: Lussemburgo, Norvegia, Russia.

*Riserve, dichiarazioni, comunicazioni, obiezioni:* Moldova, Paesi Bassi.

*Altre notizie:* le lingue ufficiali sono il francese e l'inglese; i testi qui pubblicati sono ripresi dal sito del Consiglio d'Europa [conventions.coe.int/treaty/EN/cadreprincipal.htm](http://conventions.coe.int/treaty/EN/cadreprincipal.htm); da questo sito sono tratte anche le notizie qui fornite.

a) Testo francese.

**Convention européenne sur la protection juridique des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel, signée à strasbourg le 24 Janvier 2001.**

**PREAMBULE**

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, les autres Etats et la Communauté européenne, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres;

Gardant à l'esprit la Recommandation n° R (91) 14 du Comité des Ministres sur la protection juridique des services de télévision cryptés;

Considérant que la piraterie de décodeurs de services de télévision cryptés constitue toujours un problème à travers l'Europe;

Notant que de nouveaux types de services et de dispositifs d'accès conditionnel, ainsi que de nouvelles formes d'accès illégal à ceux-ci, ont fait leur apparition depuis l'adoption de la recommandation précitée;

Notant la grande disparité qui existe dans les Etats européens en matière de législation régissant la protection des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel;

Notant que l'accès illicite menace la viabilité économique des organismes qui fournissent des services de radiodiffusion et des services de la société de l'information et, par voie de conséquence, peut affecter la diversité des programmes et des services offerts au public;

Convaincus de la nécessité de suivre une politique commune visant à protéger les services à accès conditionnel et les services d'accès conditionnel;

Convaincus que des sanctions pénales, administratives ou autres peuvent jouer un rôle efficace dans la prévention des activités illicites contre les services à accès conditionnel;

Estimant qu'une attention particulière devrait être portée aux activités illicites qui sont menées à des fins commerciales;

Tenant compte des instruments juridiques internationaux existants qui contiennent des dispositions relatives à la protection des services à accès conditionnel et des services d'accès conditionnel,

Sont convenus de ce qui suit :

**SECTION I**

**DISPOSITIONS GENERALES**

**1. Objet et but.** - La présente Convention concerne les services de la société d'information et les services de radiodiffusion fournis moyennant paiement et basés sur, ou consistant en, un accès conditionnel. Le but de la présente Convention est de rendre illicite sur le territoire des Parties un certain nombre d'activités qui permettent un accès non autorisé à des services protégés, et de rapprocher les législations des Parties dans ce domaine.

**2. Définitions.** - Aux fins de la présente Convention :

a. «service protégé» désigne l'un quelconque des services suivants, pour autant

qu'il soit fourni moyennant paiement et sur la base d'un accès conditionnel:

– les services de programmes de télévision, tels que définis à l'article 2 de la Convention européenne sur la télévision transfrontière amendée ;

– les services de radiodiffusion sonore, à savoir les programmes de radio destinés au public qui sont transmis avec ou sans fil, y compris par satellite ;

– les services de la société de l'information, entendus comme des services fournis par la voie électronique, à distance et sur demande individuelle du destinataire des services ;

ou la fourniture d'un accès conditionnel aux services susmentionnés, considérée comme un service à part entière;

b. «accès conditionnel» désigne toute mesure et/ou tout dispositif techniques subordonnant l'accès sous une forme intelligible, et soumis à une autorisation individuelle préalable, à l'un des services mentionnés au paragraphe a du présent article;

c. «dispositif d'accès conditionnel» désigne tout équipement, logiciel et/ou dispositif conçu ou adapté pour permettre l'accès sous une forme intelligible à l'un des services mentionnés au paragraphe a. du présent article;

d. «dispositif illicite» désigne tout équipement, logiciel et/ou dispositif conçu ou adapté pour permettre l'accès sous une forme intelligible à l'un des services mentionnés au paragraphe a. du présent article, sans l'autorisation du prestataire de services.

**3. Bénéficiaires.** - La présente Convention s'applique à toutes personnes physiques ou morales offrant un service protégé, tel que défini à l'article 2.a ci-dessus, sans considération quant à leur nationalité et à la question de savoir si elles relèvent ou non de la compétence d'une Partie.

## SECTION II

### ACTIVITES ILLICITES

**4. Infractions.** - Les activités suivantes sont considérées comme illicites sur le territoire d'une Partie:

a. la fabrication ou la production à des fins commerciales de dispositifs illicites;

b. l'importation à des fins commerciales de dispositifs illicites;

c. la distribution à des fins commerciales de dispositifs illicites;

d. la vente ou la location à des fins commerciales de dispositifs illicites;

e. la détention à des fins commerciales de dispositifs illicites;

f. l'installation, l'entretien ou le remplacement à des fins commerciales de dispositifs illicites;

g. la promotion commerciale, le marketing ou la publicité en faveur de dispositifs illicites.

Chaque Partie peut, à tout moment, dans une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, déclarer qu'elle rendra également illégales d'autres activités que celles mentionnées au paragraphe 1 de cet article.

## SECTION III

### SANCTIONS ET VOIES DE DROIT

**5. Sanctions réprimant les activités illicites.** - Les Parties adoptent des mesures pour rendre les activités illicites visées à l'article 4 ci-dessus passibles de sanctions pénales, administratives ou autres. Ces mesures sont effectives, dissuasives et proportionnées à l'incidence potentielle de l'activité illicite.

**6. Mesures de confiscation.** - Les Parties adoptent les mesures appropriées qui pourraient être nécessaires afin de permettre la saisie et la confiscation des dispositifs illicites ou du matériel de promotion, de marketing ou de publicité utilisé pour commettre un délit, ainsi que la confiscation de tous les bénéfices et gains financiers résultant de l'activité illicite.

**7. Procédures civiles.** - Les Parties adoptent les mesures nécessaires pour garantir que les prestataires de services protégés dont les intérêts sont affectés par une activité illicite spécifiée à l'article 4 ci-dessus aient accès aux voies de droit appropriées, et notamment qu'ils puissent intenter une action en dommages-intérêts et obtenir une injonction ou une autre mesure préventive, ainsi que, le cas échéant, demander que les dispositifs illicites soient éliminés des circuits commerciaux.

## SECTION IV

### MISE EN OEUVRE ET AMENDEMENTS

**8. Coopération internationale.** - Les Parties s'engagent à s'accorder mutuellement assistance pour la mise en œuvre de la présente Convention. Les Parties s'accordent mutuellement, conformément aux dispositions des instruments internationaux pertinents en matière de coopération internationale dans le domaine pénal ou

administratif et à leur droit interne, les mesures les plus larges de coopération dans les enquêtes et les procédures judiciaires relatives aux infractions pénales ou administratives établies conformément à la présente Convention.

**9. Consultations multilatérales.** – 1. Les Parties procèdent, dans un délai de deux ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention et tous les deux ans par la suite, et, en tout cas, toutes les fois qu'une Partie le demande, à des consultations multilatérales au sein du Conseil de l'Europe, en vue d'examiner l'application de la présente Convention, ainsi que l'opportunité de sa révision ou d'un élargissement de certaines de ses dispositions, en particulier en ce qui concerne les définitions visées à l'article 2. Ces consultations auront lieu au cours de réunions convoquées par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. Chaque Partie peut se faire représenter aux consultations multilatérales par un ou plusieurs délégués. Chaque Partie dispose d'un droit de vote. Chaque Etat partie à la présente Convention dispose d'une voix. Sur les questions relevant de sa compétence, la Communauté européenne exerce son droit de vote et exprime un nombre de voix égal au nombre de ses Etats membres qui sont Parties à la présente Convention. La Communauté européenne ne vote pas lorsque le vote porte sur une question qui ne relève pas de sa compétence.

3. Tout Etat visé à l'article 12, paragraphe 1, ou la Communauté européenne, qui n'est pas Partie à la présente Convention, peut se faire représenter aux réunions de consultation par un observateur.

4. Après chaque consultation, les Parties soumettent au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe un rapport sur la consultation et sur le fonctionnement de la présente Convention, en y incluant, si elles l'estiment nécessaire, des propositions visant à amender la Convention.

5. Sous réserve des dispositions de la présente Convention, les Parties établissent le règlement intérieur des réunions de consultation.

**10. Amendements.** – 1. Toute Partie peut proposer des amendements à la présente Convention.

2. Toute proposition d'amendement est notifiée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qui la communique aux Etats membres du Conseil de l'Europe, aux autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, à la Communauté européenne et à chaque Etat non membre qui a adhéré ou a été invité à adhérer à la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 13.

3. Tout amendement proposé conformément aux dispositions du paragraphe précédent est examiné, dans un délai de six mois après la date de sa transmission par le Secrétaire Général, lors d'une réunion de consultation multilatérale où cet amendement peut être adopté à la majorité des deux tiers des Etats ayant ratifié la Convention.

4. Le texte adopté par la réunion de consultation multilatérale est soumis à l'approbation du Comité des Ministres. Après son approbation, le texte de l'amendement est transmis aux Parties pour acceptation.

5. Tout amendement entre en vigueur le trentième jour après que toutes les Parties ont informé le Secrétaire Général qu'elles l'ont accepté.

6. Le Comité des Ministres peut, sur la base d'une recommandation émise par une réunion de consultation multilatérale, décider, à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe et à l'unanimité des voix des représentants des Parties habilitées à siéger au sein du Comité, qu'un amendement donné entrera en vigueur à l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date à laquelle il aura été transmis pour acceptation, sauf si une Partie a notifié au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe une objection à son entrée en vigueur. Lorsqu'une telle objection a été notifiée, l'amendement entrera en vigueur le premier jour du mois suivant la date à laquelle la Partie à la Convention qui a notifié l'objection aura déposé son instrument d'acceptation auprès du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

7. Si un amendement a été approuvé par le Comité des Ministres, mais n'est pas encore entré en vigueur conformément aux dispositions des paragraphes 5 ou 6 ci-dessus, un Etat ou la Communauté européenne ne peuvent pas exprimer leur consentement à être liés par la Convention sans accepter en même temps cet amendement.

**11. Relations avec les autres conventions ou accords.** – 1. La présente Convention ne porte pas atteinte aux droits et obligations découlant de conventions internationales multilatérales concernant des questions particulières.

2. Les Parties à la Convention peuvent conclure entre elles des accords

bilatéraux ou multilatéraux relatifs aux questions réglées par la présente Convention, aux fins de compléter ou de renforcer les dispositions de celle-ci ou de faciliter l'application des principes qu'elle consacre.

3. Lorsque deux ou plusieurs Parties ont déjà conclu un accord ou un traité sur un sujet couvert par la présente Convention, ou lorsqu'elles ont établi d'une autre manière leurs relations quant à ce sujet, elles auront la faculté d'appliquer ledit accord, traité ou arrangement au lieu de la présente Convention, si ce dernier facilite la coopération internationale.

4. Dans leurs relations mutuelles, les Parties qui sont membres de la Communauté européenne appliquent les règles de la Communauté et n'appliquent donc les règles découlant de la présente Convention que dans la mesure où il n'existe aucune règle communautaire régissant le sujet particulier concerné.

#### SECTION V

#### CLAUSES FINALES

**12. Signature et entrée en vigueur.** – 1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe et des autres Etats parties à la Convention culturelle européenne, ainsi qu'à celle de la Communauté européenne. Ces Etats et la Communauté européenne peuvent exprimer leur consentement à être liés par:

- a. signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou
- b. signature, sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle trois Etats auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention conformément aux dispositions du paragraphe précédent.

4. Pour tout Etat signataire ou la Communauté européenne qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Convention, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date d'expression de son consentement à être lié par la Convention conformément aux dispositions du paragraphe 1.

**13. Adhésion d'Etats non membres à la Convention.** – 1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra, après consultation des Parties à la Convention, inviter tout Etat qui n'est pas mentionné à l'article 12, paragraphe 1, à adhérer à la présente Convention, par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité.

2. Pour tout Etat adhérent, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

**14. Application territoriale.** – 1. Tout Etat ou la Communauté européenne peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat ou la Communauté européenne peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.

3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

**15. Réserves.** - Aucune réserve ne peut être formulée à la présente Convention.

**16. Règlement des différends.** - En cas de différend entre les Parties sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention, les Parties s'efforceront de parvenir à un règlement amiable du différend par la négociation ou tout autre moyen pacifique de leur choix, y compris la soumission du différend à un tribunal arbitral qui prendra des décisions qui lieront les Parties au différend.

**17. Dénonciation.** – 1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

**18. Notifications.** - Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe, aux autres Etats parties à la Convention Culturelle européenne, à la Communauté européenne et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention:

- a. toute signature conformément à l'article 12;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion conformément aux articles 12 et 13;
- c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément aux articles 12 et 13;
- d. toute déclaration formulée en vertu de l'article 4;
- e. toute proposition d'amendement formulée en vertu de l'article 10;
- f. tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 24 janvier 2001, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, aux autres Etats parties à la Convention Culturelle européenne, à la Communauté européenne et à tout Etat invité à adhérer à la présente Convention.

b) Testo inglese.

**European Convention on the Legal Protection of Services based on, or consisting of, Conditional Access. Done at Strasbourg on 24th January 2001.**

PREAMBLE

The member States of the Council of Europe, other States and the European Community signatory hereto,

Considering that the aim of the Council of Europe is to achieve a greater unity between its members;

Bearing in mind Recommendation No. R (91) 14 of the Committee of Ministers on the legal protection of encrypted television services;

Considering that piracy of decoding equipment for encrypted services is still a problem throughout Europe;

Noting that new types of conditional access services and devices, as well as new forms of unlawful access to these, have appeared since the adoption of the above recommendation;

Noting that there is great disparity among European States on legislation aimed at protecting services based on, or consisting of, conditional access;

Noting that unlawful access threatens the economic viability of the organisations providing broadcasting and information society services and, in consequence, may affect the diversity of programmes and services offered to the public;

Convinced of the need to pursue a common policy aimed at the protection of services based on, or consisting of, conditional access;

Convinced that criminal, administrative or other sanctions can play an effective role in the prevention of unlawful activities against conditional access services;

Believing that particular attention should be given to illicit activities that are undertaken for commercial purposes;

Taking account of existing international instruments which contain provisions aiming at the protection of services based on, or consisting of, conditional access,

Have agreed as follows:

SECTION I

GENERAL PROVISIONS

**1. Object and purpose.** - This Convention is concerned with broadcasting and information society services offered against payment and based on, or which consist of, conditional access. The purpose of this Convention is to make illegal on the territory of the Parties a number of activities which give unauthorised access to protected services, and to approximate the legislation of Parties in this area.

**2. Definitions.** - For the purposes of this Convention :

a. "protected service" means any of the following services, when provided against remuneration and on the basis of conditional access:

– television programme services, as defined in Article 2 of the amended European Convention on Transfrontier Television;

– radio broadcasting services, meaning radio programmes intended for reception by the public, transmitted by wire or over the air, including by satellite;

– information society services, understood as those offered by electronic means, at a distance and at the individual request of a recipient of services;

or the provision of conditional access to the above services considered as a service in its own right;

b. "conditional access" means any technical measure and/or arrangement permitting access in an intelligible form, and subject to prior individual authorisation, to one of the services mentioned in paragraph a. of this article;

c. "conditional access device" means any equipment, software and/or arrangement designed or adapted to give access in an intelligible form to one of the services mentioned in paragraph a. of this article;

d. "illicit device" means any equipment, software and/or arrangement designed or adapted to give access in an intelligible form to one of the services mentioned in paragraph a. of this article, without the authorisation of the service provider.

**3. Beneficiaries.** - This Convention shall apply to any legal or natural persons offering a protected service as defined in Article 2.a above, regardless of their nationality and whether or not they come under the jurisdiction of a Party.

SECTION II

ILLICIT ACTIVITIES

**4. Offences.** - It shall be unlawful to carry out one of the following activities on

the territory of a Party:

- a. the manufacture or production of illicit devices for commercial purposes;
- b. the importation of illicit devices for commercial purposes;
- c. the distribution of illicit devices for commercial purposes;
- d. the sale or rental of illicit devices for commercial purposes;
- e. the possession of illicit devices for commercial purposes;
- f. the installation, maintenance or replacement of illicit devices for commercial purposes;
- g. the commercial promotion, marketing or advertising of illicit devices.

Each Party may, at any time, in a declaration addressed to the Secretary General of the Council of Europe, declare that it will also make unlawful other activities than those referred to in paragraph 1 of this article.

### SECTION III

#### SANCTIONS AND REMEDIES

**5. Sanctions for unlawful activities.** - The Parties shall adopt measures to make the unlawful activities established in Article 4 above punishable by criminal, administrative or other sanctions. Such measures shall be effective, dissuasive and proportionate to the potential impact of the unlawful activity.

**6. Confiscation measures.** - The Parties shall adopt such appropriate measures as may be necessary to enable it to seize and confiscate illicit devices or the promotional, marketing or advertising material used in the commission of an offence, as well as the forfeiture of any profits or financial gains resulting from the unlawful activity.

**7. Civil proceedings.** - The Parties shall adopt the necessary measures to ensure that providers of protected services whose interests are affected by an unlawful activity established in Article 4 above have access to appropriate remedies, including bringing an action for damages and obtaining an injunction or other preventive measure, and where appropriate, applying for the elimination of illicit devices from commercial channels.

### SECTION IV

#### IMPLEMENTATION AND AMENDMENTS

**8. International co-operation.** - The Parties undertake to render each other mutual assistance in order to implement this Convention. The Parties shall afford each other, in accordance with the provisions of relevant international instruments on international co-operation in criminal or administrative matters and with their domestic law, the widest measure of co-operation in investigations and judicial proceedings relating to criminal or administrative offences established in accordance with this Convention.

**9. Multilateral consultations.** - 1. The Parties shall, within two years from the entry into force of this Convention and every two years thereafter, and, in any event, whenever a Party so requests, hold multilateral consultations within the Council of Europe to examine the application of this Convention and the advisability of extending or revising any of its provisions, in particular as regards the definitions under Article 2. These consultations shall take place at meetings convened by the Secretary General of the Council of Europe.

2. Each Party may be represented at multilateral consultation meetings by one or more delegates. Each Party shall have the right to vote. Each State Party to this Convention shall have one vote. Concerning questions within its competence, the European Community shall exercise its right to vote and cast a number of votes equal to the number of its member States that are Parties to the Convention. The European Community shall not exercise its right to vote when the vote concerns a question which does not fall within its competence.

3. Any State referred to in Article 12, paragraph 1, or the European Community, which is not a Party to this Convention, may be represented in the consultation meetings by an observer.

4. After each consultation, the Parties shall forward to the Committee of Ministers of the Council of Europe a report on the consultation and on the functioning of the Convention, including, if it is considered necessary, proposals for the amendment of the Convention.

5. Subject to the provisions of this Convention, the Parties shall lay down rules of procedure for the consultation meetings.

**10. Amendments.** - 1. Any Party may propose amendments to this Convention.

2. Any proposal for amendment shall be notified to the Secretary General of the Council of Europe who shall communicate it to the member States of the Council of

Europe, to the other States Party to the European Cultural Convention, to the European Community and to any non-member State which has acceded to or has been invited to accede to this Convention in accordance with the provisions of Article 13.

3. Any amendment proposed in accordance with the provisions of the previous paragraph shall be examined, within six months from the date on which it is communicated by the Secretary General, at a multilateral consultation meeting, where that amendment can be adopted by a majority of two-thirds of the States which have ratified the Convention.

4. The text adopted by the multilateral consultation meeting shall be submitted to the Committee of Ministers for approval. Once it has been approved, the text of the amendment shall be forwarded to the Parties for acceptance.

5. All amendments shall enter into force on the thirtieth day after all the Parties have informed the Secretary General of their acceptance thereof.

6. On the basis of a recommendation by a multilateral consultation meeting, the Committee of Ministers may decide, by the majority provided for in Article 20.d of the Statute of the Council of Europe and by the unanimous vote of the representatives of the Parties entitled to sit on the Committee, that a particular amendment shall enter into force following the expiry of a period of two years after the date on which it has been forwarded for acceptance, unless a Party has notified the Secretary General of the Council of Europe of an objection to its entry into force. Should such an objection be notified, the amendment shall enter into force on the first day of the month following the date on which the Party to the Convention which has notified the objection has deposited its instrument of acceptance with the Secretary General of the Council of Europe.

7. If an amendment has been approved by the Committee of Ministers, but has not yet entered into force in accordance with paragraphs 5 or 6 above, a State or the European Community may not express their consent to be bound by the Convention without accepting at the same time the amendment.

**11. Relationship with other conventions or agreements.** – 1. This Convention does not affect the rights and undertakings derived from international multilateral conventions concerning special matters.

2. The Parties to the Convention may conclude bilateral or multilateral agreements with one another on the matters dealt with in this Convention, for purposes of supplementing or strengthening its provisions or facilitating the application of the principles embodied in it.

3. If two or more Parties have already concluded an agreement or treaty in respect of a subject which is dealt with in this Convention or otherwise have established their relations in respect of that subject, they shall be entitled to apply that agreement or treaty or to regulate those relations accordingly, in lieu of the present Convention, if it facilitates international co-operation.

4. In their mutual relations, Parties which are members of the European Community shall apply Community rules and shall not therefore apply the rules arising from this Convention except in so far as there is no Community rule governing the particular subject concerned.

#### SECTION V FINAL CLAUSES

**12. Signature and entry into force.** – 1. This Convention shall be open for signature by the member States of the Council of Europe and the other States party to the European Cultural Convention, and by the European Community. Such States and the European Community may express their consent to be bound by:

- a. signature without reservation as to ratification, acceptance or approval; or
- b. signature subject to ratification, acceptance or approval, followed by ratification, acceptance or approval.

2. Instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Secretary General of the Council of Europe.

3. This Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date on which three States have expressed their consent to be bound by the Convention in accordance with the provisions of the preceding paragraph.

4. In respect of any signatory State or the European Community which subsequently expresses its consent to be bound by it, the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of the expression of its consent to be bound by the Convention in accordance with the provisions of paragraph 1.



**13. Accession to the Convention by non-member States.** – 1. After the entry into force of this Convention, the Committee of Ministers of the Council of Europe, after consulting the Parties to the Convention, may invite any State which is not referred to in Article 12, paragraph 1, to accede to this Convention, by a decision taken by the majority provided for in Article 20.d of the Statute of the Council of Europe and by the unanimous vote of the representatives of the Contracting States entitled to sit on the Committee.

2. In respect of any acceding State, the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of deposit of the instrument of accession with the Secretary General of the Council of Europe.

**14. Territorial application.** – 1. Any State or the European Community may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, specify the territory or territories to which this Convention shall apply.

2. Any State or the European Community may, at any later date, by a declaration addressed to the Secretary General of the Council of Europe, extend the application of this Convention to any other territory specified in the declaration. In respect of such territory the Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of receipt of such declaration by the Secretary General.

3. Any declaration made under the two preceding paragraphs may, in respect of any territory specified in such declaration, be withdrawn by a notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe. The withdrawal shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of receipt of such notification by the Secretary General.

**15. Reservations.** - No reservation may be made to this Convention.

**16. Settlement of disputes.** - In case of a dispute between Parties as to the interpretation or application of this Convention, the Parties concerned shall seek to achieve a friendly settlement of the dispute through negotiation or any other peaceful means of their choice, including submission of the dispute to an arbitral tribunal whose decisions shall be binding upon the Parties.

**17. Denunciation.** – 1. Any Party may, at any time, denounce this Convention by means of a notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe.

2 Such denunciation shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of receipt of the notification by the Secretary General.

**18. Notifications.** - The Secretary General of the Council of Europe shall notify the member States of the Council of Europe, the other States party to the European Cultural Convention, the European Community and any other State which has acceded to this Convention of:

- a. any signature in accordance with Article 12;
- b. the deposit of any instrument of ratification, acceptance, approval or accession in accordance with Articles 12 or 13;
- c. any date of entry into force of this Convention in accordance with Articles 12 and 13;
- d. any declaration made in accordance with Article 4;
- e. any proposal for amendment made under Article 10;
- f. any other act, notification or communication relating to this Convention.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at Strasbourg, the 24th day of January 2001, in English and in French, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each member State of the Council of Europe, to the other States party to the European Cultural Convention, to the European Community and to any State invited to accede to it.